

me les événements l'ont démontré, que ce discours ait été prononcé à ce moment-là, parce qu'il a donné lieu à certaines controverses, et c'est contre mon gré et contre mes désirs que je traite de ce sujet cet après-midi. Je le fais simplement parce que les honorables membres de l'Opposition, le chef de la fédération du commonwealth coopératif (M. Coldwell), et l'honorable député qui vient de m'interrompre, le chef du parti créditiste, ont exprimé leurs vues sur le sujet qui a été amené sur le tapis, et pour cette raison, je crois nécessaire d'exprimer mes propres vues.

M. BLACKMORE: Je me demande si l'honorable monsieur de la Grande-Bretagne n'exprimait pas l'idée même qui a été exposée par le premier ministre. Le très honorable député se souvient que je tenais à dire simplement que les idées exprimées étaient bonnes mais qu'il était malheureux qu'il ne nous ait point dit comment nous pourrions les mettre en pratique.

Le très hon. MACKENZIE KING: Il y a une question concrète en matière de politique extérieure qui a été soulevée non seulement par Lord Halifax mais également par le feld-maréchal Smuts au sujet de laquelle je désire indiquer mon attitude. En ce faisant, j'exprime l'attitude du gouvernement sur les paroles prononcées dernièrement par ces deux éminents hommes d'Etat. Je vais lire ce que j'ai à dire à ce sujet, car je me rends compte de la grande importance de toute déclaration sur des questions de cette nature à l'heure actuelle, mais je crois qu'il importe que l'attitude du Gouvernement soit connue à ce sujet. J'aimerais que les honorables messieurs de la gauche fassent au cours de la présente session une déclaration tout aussi franche quant à leur attitude.

M. GRAYDON: Puis-je demander au premier ministre s'il a préparé le discours qu'il est sur le point de prononcer?

Le très hon. MACKENZIE KING: Oui, je l'ai préparé. Ce sont là mes vues et celles du Gouvernement.

Lord Halifax et le feld-maréchal Smuts ont soulevé dans des discours qu'ils ont prononcés récemment, un problème d'ordre concret relativement à la politique extérieure. Il s'agit de la domination de certaines grandes puissances. Dans les deux discours, on a affirmé que la paix future de l'univers dépendait de la réalisation d'une association sur un pied d'égalité et d'influence entre les grandes puissances des Nations Unies. Tous deux ont soutenu que les ressources et les effectifs humains des Iles-Britanniques étaient insuffisants pour permettre au Royaume-Uni de concurrencer les Etats-Unis et l'Union soviétique

dans le domaine de la puissance et de l'autorité après la guerre. Tous deux ont donc affirmé que le Royaume-Uni devrait jouir de l'appui constant d'autres pays, si l'on veut qu'il y ait un juste équilibre. Le feld-maréchal Smuts a pensé que l'on pourrait atteindre ce but au moyen d'une étroite association entre le Royaume-Uni et "les petites démocraties de l'Europe occidentale"; il n'a presque pas parlé de la place que tiendrait le Commonwealth britannique dans ce cas. Par ailleurs lord Halifax a déclaré: "Ce n'est pas la Grande-Bretagne seulement, mais le Commonwealth et l'Empire britannique, qui doivent constituer la quatrième puissance dans ce groupe sur lequel, sous l'égide de la Providence, la paix de l'univers dépendra à l'avenir."

Je ne puis partager l'idée qui découle de l'argument employé par ces deux hommes d'Etat éminents. Il est vraiment incontestable que, pour maintenir la paix mondiale, il faut pouvoir ranger de son côté des forces largement supérieures afin que ceux qui voudraient la troubler n'aient aucune chance de réussir. Je me demande, cependant, si le meilleur moyen d'y arriver est bien de chercher à équilibrer les forces de trois ou quatre grandes puissances. Ne devrions-nous pas, que dis-je, ne devons-nous pas, nous efforcer d'obtenir cette supériorité voulue par l'établissement d'un système international efficace au sein duquel on puisse librement solliciter et accepter la collaboration de toutes les nations éprises de paix?

Il ne s'agit pas, à mon sens, d'égaliser le capital humain et les ressources, ou les virtualités militaires et industrielles de deux, trois ou quatre grands Etats. Ce que nous devons chercher à assurer, c'est la collaboration étroite entre ces grands Etats eux-mêmes et tous les autres pays qui adhèrent aux mêmes principes. Le concept énoncé par lord Halifax et le feld-maréchal Smuts recèle l'idée d'une inévitable rivalité entre les Grandes Puissances. Le Canada pourrait-il, vu la situation géographique qu'il occupe entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, et aussi le fait qu'il est membre du Commonwealth britannique, approuver un seul instant une telle idée?

La déclaration de Moscou, sur la sécurité générale, laisse prévoir un système qui comporterait, pour en assurer le succès, le ferme engagement de la part de toutes les nations pacifiques à contribuer au maintien de la paix. L'Angleterre, les Etats-Unis et l'Union soviétique étaient tous représentés à la conférence de Moscou. Ce qu'on semblerait suggérer maintenant, c'est que le premier devoir du Canada devrait être de s'engager à poursuivre dans toutes les questions de relations exté-